



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (Lénine)

CERCLE pour la construction du Parti et de
l'Internationale ouvriers révolutionnaires

Supplément à CPS n°12 - 7 juin 2003

Que veulent tous les travailleurs?

Le retrait du projet de loi Fillon!

Que veulent le gouvernement UMP Chirac-Raffarin, la bourgeoisie?

Ils veulent que la majorité bleu CRS l'ait voté d'ici le 19 juin

Aujourd'hui, il en est encore temps, il faut faire capituler le gouvernement.

Les directions CGT, FO, et FSU (le PS, le PCF) doivent appeler à une :

**Manifestation à un million et plus, à Paris, à l'Assemblée,
pour imposer le retrait du projet Fillon**

Les travailleurs qui manifestent et ceux qui font grève (dans l'enseignement, les transports, ...) depuis des semaines, ont montré leur détermination exceptionnelle à combattre pour le retrait du projet Fillon. Ils sont d'autant plus déterminés qu'ils savent parfaitement que derrière le projet Fillon se profile une cohorte de contre-réformes, privatisation de l'assurance-maladie, d'EDF, "décentralisation", etc. Et l'arrogance du gouvernement le leur confirme quotidiennement: **pour arracher le retrait du projet Fillon, il faut infliger une défaite majeure au gouvernement UMP Chirac-Raffarin.**

C'est pour cela que, dans leurs manifestations, au travers des milliers de motions, ils exigent des confédérations ouvrières et fédérations syndicales qu'elles appellent à la grève générale – ils l'imposent localement aux dirigeants dans les Assemblées générales, à des Unions Départementales FO, CGT, à des congrès syndicaux nationaux (SNASUB-FSU).

Que veulent les dirigeants des organisations syndicales? «*On voudrait que nous lancions la grève générale interprofessionnelle. Si je ne réponds pas à ce mot d'ordre, c'est parce que la grève générale interprofessionnelle c'est un mouvement contre le gouvernement*». (Blondel (FO) sur LCI, 6 juin)

Les travailleurs ne l'acceptent pas. Ils rejettent les "journées d'actions" démoralisatrices à répétition, la dislocation de leur mouvement en grèves "reconductibles" par établissement, dépôt, etc.

Le temps presse : l'Assemblée nationale UMP est maintenant saisie du projet de loi Fillon et se prépare à l'adopter d'ici le jeudi 19 juin. Alors, comment accepter que les dirigeants syndicaux CGT, FO et FSU appellent à de nouvelles "journées d'actions" (la CE confédérale de la CGT égrène: le 10, le 12, le 15...), à des manifestations, décentralisées, le 10 juin? Que vaut dans ces conditions une manifestation régionale à Paris, "vers" l'Assemblée?

Comment accepter que dans l'enseignement tous les dirigeants fédéraux « négocient » et permettent au gouvernement de manœuvrer, de gagner du temps («report» de la décentralisation, donc son maintien)? Comment accepter que le 12 juin, CGT, FO, FSU et UNSA prévoient une "initiative nationale"... à Marseille, le plus loin possible de l'Assemblée ?

Au contraire, avec les fédérations des transports, ils peuvent et doivent vite organiser la montée en masse à l'Assemblée, opposer à la majorité UMP la volonté de la majorité des travailleurs.

Les dirigeants confédéraux CGT et FO, de la FSU, le PS, le PCF ont la responsabilité d'appeler à une manifestation centrale, nationale, dans l'unité, à l'Assemblée, pour imposer le retrait du projet de loi Fillon

Non, les régimes de retraite ne sont pas "malades". S'ils sont menacés, c'est par, la politique du gouvernement UMP, le chômage inhérent au capitalisme et par les dizaines de milliards d'euros versés chaque année aux patrons et aux banquiers sous forme d'exonération de charges, de baisse d'impôts, d'intérêts de la dette. Voilà ce qui en France menace les régimes de retraite, comme dans tous les pays d'Europe. Quel gouvernement pourra garantir les retraites, défendre l'assurance-maladie, le droit à l'instruction, assurer le droit au travail pour tous ?

Un gouvernement appliquant une politique rejetant les exigences du Capital, rompant avec la loi du profit. Comment ? La capitulation du gouvernement Chirac-Raffarin sur le projet de loi Fillon mettrait immédiatement à l'ordre du jour son renversement et la constitution par les dirigeants CGT, FO, FSU, le PS et le PCF d'un gouvernement des organisations ouvrières unies sans représentant des capitalistes.

Travailleurs, jeunes, discutons-en, participez aux réunions qu'organise notre Cercle. Prenez contact !